

Extrait de : Marlène Benquet et Théo Bourgeron, *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir, janvier 2021.



Présentation

Donald Trump part mais ses soutiens demeurent et l'on ne peut que s'interroger face à la montée de régimes autoritaires aux États-Unis, au Royaume-Uni de Boris Johnson ou au Brésil de Jair Bolsonaro. À travers le cas du Royaume-Uni, ce livre montre que, loin d'être une insurrection électorale des classes populaires, l'ascension de ces régimes est le produit de l'action organisée d'une nouvelle forme de patronat. Les sources de financement du Brexit révèlent le poids considérable d'une partie de la finance, celle des fonds d'investissement et des *hedge funds*, qui voient l'Union européenne comme un obstacle à la libre circulation de leurs capitaux.

Cette seconde financiarisation promeut un courant idéologique puissant mais méconnu : le libertarianisme. Niant toute forme de solidarité collective, ses partisans prônent un État minimal destiné à protéger la propriété privée, quitte à réduire les libertés civiles et démocratiques. Soucieux d'élargir leurs sources de profits, ces acteurs financiers s'attaquent dorénavant à l'environnement, qu'ils sont prêts à acheter et vendre par morceaux. Le désordre économique mondial qui ne cesse de croître est loin d'être un frein à leurs ardeurs prédatrices – et bien au contraire, ils envisagent désormais l'éventualité de conflits militaires qui se dessinent au Sud comme au Nord.

Extrait

Il n'est pas aisé de qualifier le projet politique des acteurs de la seconde financiarisation. Ce sont des acteurs de l'ombre, qui s'expriment peu et aiment à faire des affaires à l'abri du feu médiatique. Ce n'est d'ailleurs pas en les écoutant que l'on a appris ce qu'ils ne veulent pas, ou plutôt ce dont ils ne veulent plus, l'Union européenne, mais en suivant l'argent qu'ils étaient prêts à dépenser pour la quitter. En outre, il n'existe pas d'élections mettant en concurrence les différents régimes politiques d'accumulation imaginés par le patronat, ni de commission électorale recensant les financements versés aux croyances économiques disponibles. Il s'agit donc de tenter de dessiner les contours de ce projet politique à partir de signes et indices épars, les rares déclarations de ces acteurs financiers, les données disponibles sur leurs trajectoires personnelles, leurs appartenances à des clubs, think tanks et groupes de pression qui, rassemblés, laissent apparaître la cohérence d'une vision du monde à venir.

Il ne suffit en effet pas de payer pour renverser un régime politique. En tout cas, pas seulement. Pour convertir leurs intérêts économiques en un arrangement institutionnel qui pérennise leur domination, les acteurs financiers émergents doivent aussi investir la sphère des idées. À mesure qu'ils accumulent des capitaux, ils se dotent non seulement de lobbies et de mouvements politiques qui les représentent, mais financent également un large réseau d'intellectuels et de think tanks. Tout au long des années 2000, ces organisations ont secrété les idées qui ont accompagné la montée en puissance financière et politique de la seconde financiarisation. Elles sont aussi les lieux dans lesquels s'élabore les coalitions d'acteurs qui sous-tendent le nouveau régime politique d'accumulation. L'étude des conseils de surveillance et des sources de financement de ces think tanks montre qu'ils représentent non seulement les intérêts des acteurs de la seconde financiarisation, mais aussi ceux d'autres secteurs économiques (tels le BTP, les industries de l'énergie fossile et du tabac). Pour que les coalitions se mettent en place, il est nécessaire que les intérêts économiques de leurs différents membres puissent être articulés les uns aux autres et collectivement défendus.

Généralement désignés sous le nom de Tufton Street, en référence à la rue londonienne de Westminster dans laquelle la plupart ont leur siège, ces think tanks forment un ensemble cohérent. Au numéro 55 de la rue, on trouve ainsi l'*Adam Smith Institute*, *TaxPayers' Alliance*, *Leave Means Leave*, la *Global Warming Policy Foundation*, le *Centre for Policy Studies* et l'*Institute of Economic Affairs*. Ce réseau n'est pas que britannique : Tufton Street s'insère dans le lacis transatlantique de think tanks de l'Atlas Network. L'Atlas Network (ainsi nommé en référence au roman de l'auteure libertarienne Ayn Rand *La Révolte d'Atlas*) est fondé en 1981 par Anthony Fisher, professeur d'économie à la LSE, proche de Friedrich Hayek et également fondateur de l'*Institute of Economic Affairs*. Doté de son trimestriel (*Freedom's Champion*) et de sa conférence annuelle (les Liberty Forums), ce réseau américano-britannique de 400 think tanks forme une galaxie politiquement cohérente, définie par son libertarianisme et ses connexions avec l'alt-right américaine comme avec les conservateurs britanniques pro-Brexit. Tous les think tanks dont il est question ici en sont membres. Aux Etats-Unis, les membres les plus emblématiques de l'Atlas Network sont le Cato Institute des frères Koch (milliardaires des énergies fossiles, libertariens et climatosceptiques) et la Heritage Foundation (climatosceptique, libertarienne et néoconservatrice).

Ces think tanks très droitiers agglomèrent un ensemble d'idées qui constitue le projet politique des acteurs de la seconde financiarisation : libertarianisme, poursuite de l'héritage

thatcherien, euroscepticisme, atlantisme, autoritarisme et climatoscepticisme. On y retrouve nombre des grandes fortunes impliquées dans la victoire du Leave : le gérant de hedge fund Sir Michael Hintze, les géants de la construction Lord Anthony Bamford et Malcolm McAlpine, l'associé d'Arron Banks et gérant de sociétés financières offshore Jim Mellon, le gérant de fonds de venture capital Jon Moynihan ou encore le patron de la société de trading de produits dérivés Stuart Wheeler. Le Tableau 13 décrit les plus emblématiques de think tanks de Tufton Street, les principales idées qu'ils défendent et leurs liens avec les mondes financier et politique britannique.

Le projet du Brexit n'est pas tant inspiré des idées néolibérales à la base de la construction européenne que de l'idéologie libertarienne[i] imprégnant les think tanks de Tufton Street. Celle-ci concerne aussi les relations entre Etats. Elle enjoint ses promoteurs à adopter des positions isolationnistes, mais non protectionnistes. Au refus de toute régulation étatique répond l'opposition à toute institutionnalisation des relations interétatiques dont la forme est laissée à l'appréciation des seules parties qui contractent des accords commerciaux correspondant à leurs intérêts économiques.

Le libertarianisme peut être défini comme une doctrine économique qui vise à limiter toute forme d'intervention étatique en dehors de la garantie de la propriété privée contre le collectivisme et l'étatisme[ii]. Il prône un capitalisme entièrement dérégulé comme seul système social fondé sur la reconnaissance et la protection des droits de l'individu et, partant, comme unique option politique interdisant la coercition des relations sociales[iii]. Il ambitionne de fonder la socialité sur la seule souveraineté morale, politique et économique des individus. Chris Hatting, analyste pour *The Free Market Foundation*, un think tank libertarien fondé en 1975, écrit ainsi en décembre 2018, « accorder aux gens la liberté de commercer est radical. Permettre la création de nouvelles entreprises, exemptes de toute réglementation, est radical. Reconnaître les gens comme des individus différents, capables de rechercher leur propre bonheur tel que défini par eux-mêmes, est radical ». Bien que la frontière entre le libertarianisme et le néolibéralisme soit parfois poreuse notamment en raison de la radicalisation dans un sens libertarien de la pensée de Friedrich Hayek au sujet de la dénationalisation des monnaies par exemple[iv], la distinction reste pertinente. Les libertariens vont plus loin que les néolibéraux quant à la réduction du rôle de l'Etat « puisque doit être retiré de celui-ci, non seulement l'éducation, la production de certaines infrastructures comme le système de transport, mais aussi les fonctions régaliennes. David Friedman, fils de Milton, propose de privatiser la police, la justice, la défense. Le mouvement anarcho-capitaliste envisage l'élimination totale de l'Etat avec les privatisations de toutes ses fonctions, y compris celles que lui réservait Adam Smith : l'armée, la police, la justice »[v].

Le libertarianisme ne propose pas d'articulation systématique entre les actions individuelles et une forme de bien commun. Le libéralisme smithien pensait l'intérêt général comme le résultat de l'agrégation des intérêts individuels encadrés par des lois votées démocratiquement par des individus souverains[vi]. Le néolibéralisme d'Hayek, Friedman ou Mises rapatriait le bien commun dans le champ économique, mais continuait d'en faire un horizon de la doctrine économique. La défense radicale de la propriété privée et de la liberté de s'enrichir était supposée conduire à l'accroissement général des richesses et donc au progrès social. Par distinction, le libertarianisme défend une approche éthique de la liberté sans considération pour ses effets sur le bien commun. Il serait juste et souhaitable de promouvoir la liberté avant toute chose quelles qu'en puissent être les conséquences. Leur justification du capitalisme de laissez-faire repose sur l'idée qu'il s'agit du seul système économique compatible avec l'éthique libertarienne, et non pas sur celle

de la supériorité du capitalisme, capable de générer plus de richesses que n'importe quel autre mode de production. A la différence des libéraux et néolibéraux qui adoptent une approche conséquentialiste de la liberté, les libertariens en ont une approche déontologique[vii]. La liberté d'accumuler devient à elle-même sa propre justification.

Libertarien sur le plan économique, le régime politique d'accumulation promu par les acteurs de la seconde financiarisation est aussi autoritaire sur le plan politique. Hostile à tout mécanisme redistributif garantissant des conditions élémentaires d'existence à la population (santé, éducation, protection), il fait de la répression des mouvements sociaux et de la réduction des libertés publiques notamment par le renforcement du contrôle des déplacements et de l'expression la modalité privilégiée de création d'un ordre social.

En effet, des années 1980 aux années 2010, le mouvement de néolibéralisation assumé successivement par les conservateurs thatchériens, le New Labour et les conservateurs pro-austérité de David Cameron a impliqué une extension considérable du secteur financier et une régression similaire des services publics et des solidarités sociales. Le Royaume-Uni est devenu un pays très inégalitaire - le plus inégalitaire d'Europe de l'Ouest avec un coefficient de Gini de 34,2 - qui comptait en 2018 près de 320 000 sans-abris et 20% de sa population en situation de pauvreté relative[viii]. Dans le même temps, la part des 1% des plus hauts revenus dans l'ensemble des revenus britanniques est passée de 6,5% en 1980 à 14% en 2015[ix]. Ces inégalités se conjuguent à un affaiblissement des services publics et de l'Etat-providence, sous les coups conjugués des privatisations et de l'austérité. La réforme des allocations sociales votée en 2012 impose une restriction des conditions de versement de l'ensemble des allocations sociales, réduit leur montant et introduit des délais de carence avant versement qui provoquent des drames dans des classes populaires déjà fortement appauvries. De son côté, le *National Health Service* (NHS) est soumis à rude épreuve : subissant à la fois son sous-financement et les troubles sanitaires provoqués par le désengagement de l'Etat, il traverse chaque année ce que les médias britanniques appellent la « crise hivernale », au cours de laquelle les délais de prise en charge aux urgences explosent. Sur l'année 2017, le délai de prise en charge aux urgences était supérieur à 4 heures dans 25% des cas. Ces conditions extrêmes provoquent des phénomènes inimaginables il y a quelques décennies : alors que l'espérance de vie des Britanniques s'est accrue constamment depuis la fin du 19^{ème} siècle, depuis 2011, elle stagne et régresse même pour certaines classes de la population, notamment dans les territoires désindustrialisés du nord de l'Angleterre et pour les femmes de milieux populaires[x].

Après trente ans de néolibéralisme, le libertarianisme promu dans la littérature de Tufton Street semble atteindre les limites d'acceptabilité sociale du régime politique d'accumulation britannique. Les territoires de conquête du capital sont désormais constitués des derniers acquis sociaux du peuple britannique. Il s'agit du NHS, que la plupart de ces think tanks veulent privatiser tels l'Adam Smith Institute, l'*Institute of Economic Affairs* et l'Institute for Free Trade qui souhaitent son « ouverture à la compétition internationale » dans le cadre d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis ; de l'école publique, que l'*Institute of Economic Affairs* entend remplacer par un marché de l'éducation concurrentiel dans lequel les parents disposeraient de « bons d'achat » financés par l'état ou de certaines normes sociales et environnementales minimales, comme la limite de 48 heures de travail hebdomadaire ou l'interdiction de la pratique du lavage au chlore des produits alimentaires, que le ministre conservateur Michael Gove, proche du *Legatum Institute* et de l'*Initiative for Free Trade*, souhaite voir disparaître[xi].

La première financiarisation avait établi ses pôles d'accumulation sur les grandes

infrastructures du pays : elle avait surtout concerné les salariés et les consommateurs des grandes entreprises conglomérales, des infrastructures récemment privatisées, des grandes banques et sociétés d'assurance et des fonds de retraite. En somme, le cœur de l'économie britannique. La seconde financiarisation correspond à une extension du processus de financiarisation aux espaces qui en étaient jusque-ici exclus. Le Brexit est une étape dans ce processus. Elle transforme en opportunités de profit des acteurs plus marginaux mais aussi beaucoup plus nombreux : les entreprises moyennes et intermédiaires avec les fonds de capital-investissement, le marché immobilier avec les fonds d'investissement immobiliers, l'ensemble des paramètres de la vie économique et sociale avec la spéculation sur les produits dérivés des hedge funds. Les secteurs de la seconde financiarisation accèdent au pouvoir institutionnel à la faveur de coalitions composées de secteurs peu réputés pour leur progressisme en matière sociale et environnementale. Ils font ainsi cause commune avec les producteurs d'énergie fossile et les grandes entreprises de construction.

Dans ce contexte, la réduction des libertés publiques n'est qu'apparemment contradictoire avec l'idéologie libertarienne. Elle ne fait pas partie du socle de ses principes, mais en est sa conséquence pratique. En l'absence de régime de justification systématique et de dispositifs matériels de compensation des inégalités et de l'appauvrissement d'une part des peuples, ne reste que l'usage de la force comme mode de régulation de la vie sociale. L'ensemble des libertés se trouvent sacrifiées au profit de la préservation de la principale d'entre elles : la liberté de posséder et d'accumuler. A lire les portraits des principales figures de ces financiers Brexiteurs, on voit se dessiner nettement la solidarité, discrète mais puissante, entre dérégulation économique et autoritarisme politique.

De nombreuses publications européennes retracent depuis cinq ans l'avènement progressif d'un mode de régulation sociale fondée sur la répression et la réduction des libertés[xii]. A la différence de plusieurs d'entre elles, nous faisons le choix de qualifier d'autoritariste plutôt que de totalitariste ou de fasciste ce mode de gestion des populations. La notion de totalitarisme fut popularisée durant la guerre froide pour briser le consensus existant au sortir de la deuxième guerre mondiale entre la droite, la gauche et l'extrême gauche contre le fascisme européen et mettre sur le même plan le communisme et le fascisme comme variétés d'un même mode de gouvernement[xiii]. De son côté, la notion de fascisme charrie l'idée d'un état tout puissant opposé à des entités individuelles toujours suspectées d'insoumission. Or l'autoritarisme contemporain consiste davantage en la glorification des seules potentialités individuelles contre toute forme d'institutionnalisation de solidarités collectives et de protections étatiques[xiv]. Cet autoritarisme se distingue aussi du bonapartisme dont Karl Marx fit une analyse qui devint au cours du 20^{ème} siècle une matrice théorique de l'analyse du fascisme. Pour Karl Marx, le bonapartisme est une forme de gouvernement bourgeois qui, pour défendre un ordre menacé par des mouvements sociaux, semble se placer au-dessus des classes sociales pour gouverner[xv]. Dans une situation où la propriété des classes économiquement dominantes est mise en péril, celles-ci se trouvent contraintes de tolérer au-dessus d'elles le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier[xvi]. Or ce n'est pas à l'autonomisation d'un Etat missionné pour résister aux classes dominées que nous assistons, mais bien davantage à une fusion des classes dominantes et de l'Etat menaçant les fondements économiques, sociaux et politiques des conditions d'existence des classes dominées. La surprise décrite par Karl Marx de la bourgeoisie se rendant compte « que toutes les armes qu'elle avait forgé contre le féodalisme se retournaient contre elles et que sa base devenait socialiste »[xvii] n'est pas celle des acteurs de la seconde financiarisation. Le Brexit ne suit pas une mobilisation massive des classes populaires. L'autoritarisme actuel n'est pas une réaction, mais un

Le parcours politique des pionniers de la seconde financiarisation illustre la relation entre ces nouveaux secteurs financiers et l'autoritarisme. C'est le cas de James Goldsmith. Issu d'une vieille famille de banquiers, celui-ci se fait un nom dans la City des années 1970 en lançant les premiers « raids d'entreprise », ces opérations de rachat hostiles contre des sociétés industrielles qui deviennent ensuite l'apanage des fonds de capital-investissement. Figure de la cause eurosceptique, il fonde au lendemain de la signature du traité de Maastricht le Referendum Party, premier parti britannique défendant le Brexit. Proche de l'eurodéputé français d'extrême-droite Philippe de Villiers, James Goldsmith soutient dans les années 1980 l'organisation britannique paramilitaire GB75, qui se donne pour objectif d'infiltrer les syndicats britanniques et de préparer des plans d'action pour un coup d'Etat militaire en cas de prise de pouvoir socialiste dans le pays. Financier important de la vie politique britannique jusqu'à sa mort en 1998, il n'a cessé de soutenir une politique autoritaire face aux mouvements sociaux.

Les promoteurs de la seconde financiarisation semblent n'avoir plus besoin de la démocratie pour gouverner et contredisent l'idée marxiste selon laquelle la république démocratique serait la forme de gouvernement la plus adaptée à la domination bourgeoise. Cela tient à ce que ces nouveaux dominants ne sont pas menacés par une autre élite concurrente dans l'exercice du pouvoir. Au tournant du 19^{ème} siècle, il était vital pour la bourgeoisie montante de se doter d'une légitimité autre que le sang face aux intérêts des groupes de féodaux et d'aristocrates encore très populaires dans une part des campagnes. La bourgeoisie avait à lutter contre la reformation possible d'une coalition d'intérêts entre l'aristocratie terrienne et les classes paysannes qui avait dominé durant presque mille ans. Dans ce contexte, la réinvention démocratique appuyée sur l'idée d'un peuple souverain soutenait la révolution bourgeoise. Mais, dans l'immédiat, la bourgeoisie n'est pas concurrencée par une autre classe candidate au pouvoir. Et en l'absence de menace monarchique ou socialiste, a-t-elle encore intérêt à la démocratie ?

À l'instar d'autres pays occidentaux et européens, de premiers indices de transformation autoritaire du régime des libertés civiles et politiques britannique se font jour. Outre la suspension illégale du Parlement en 2019, les lois antiterroristes successives entre 2000 et 2015 ont fortement renforcés les droits de contrôle discrétionnaires des individus par l'exécutif. Maintenant que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne, des Brexiters comme Nigel Farage et Jacob Rees-Mogg cherchent également à sortir de la Cour européenne des droits de l'homme [\[xviii\]](#). Si elle semble limitée en comparaison de la répression du mouvement des gilets jaunes, de celui contre la réforme des retraites de 2019 en France ou de la répression des mineurs conduite par Margaret Thatcher au Royaume-Uni, l'opposition aux mouvements sociaux britanniques se durcit. Notamment envers les mouvements environnementaux : les actions et manifestations d'Extinction Rebellion à Londres en octobre 2019 sont durement réprimés. Utilisant la loi d'ordre public de 1986 votée par la majorité thatcherien, la Metropolitan Police interdit ce mois-là l'ensemble des manifestations du groupe à Londres. En deux semaines, la police londonienne rapporte plus de 1600 arrestations de militants écologistes. Une répression encouragée par les idéologues du régime politique d'accumulation qui vient. L'*Institute of Economic Affairs* écrit que cette situation qui limite la liberté d'expression pose des questions « difficiles pour les libéraux et les libertariens », mais que dans la mesure où Extinction Rebellion « perturbe délibérément l'activité économique », le think tank « soutient l'interdiction » de manifester. Il encourage donc la police à « agir fermement » pour mettre fin aux activités du groupe que le think tank qualifie « d'extrémiste » et dont

certaines activités, comme l'envoi de drones pour perturber l'aéroport d'Heathrow et son projet d'extension contesté, « flirtent avec l'action terroriste »^[xix].

En outre, si le projet autoritaire contemporain n'est pas une réponse à une menace populaire déjà-là, il n'est pas non plus la seule expression d'une crise du capitalisme libéral. Karl Polanyi analyse en effet le fascisme des années 1930 comme un effet de la crise du capitalisme libéral et de ses idéologies fondatrices^[xx]. Le fascisme correspond alors à une période de repli autarcique des Etats où « un mouvement de masse prétend œuvrer à la régénération d'une « communauté imaginaire » considérée comme organique (nation, « race » et/ou civilisation) »^[xxi]. Ces analyses présupposent qu'un mode de gouvernement démocratique et libéral reste la norme en régime capitaliste et que l'autoritarisme en soit une forme dévoyée, choisie par défaut, dans l'urgence d'une crise sociale ou institutionnelle. Or ici, la crise démocratique ne préexiste pas à la promotion de l'autoritarisme par les nouveaux dominants, c'est au contraire ce choix qui met en crise la démocratie. Par ailleurs, cet autoritarisme ne fait pas fond sur une communauté imaginaire unifiant le peuple autour d'une identité partagée. C'est d'un péril à venir que les nouveaux accumulateurs se protègent. Car il faut prendre au sérieux ce que le néolibéralisme a fait à la société^[xxii]. Pour se maintenir, le capitalisme doit rendre possible une conciliation provisoire des intérêts des classes dominantes entre elles et obtenir une adhésion au moins partielle des travailleurs au régime politique en place. Cette dernière fonction a traditionnellement été dévolue à la main gauche de l'Etat utilisée pour créer un « bloc historique »^[xxiii] à même d'intégrer dans une société commune les différentes fractions des classes sociales. Mais l'état providence a été démantelé, la main gauche est vide, les idées keynésiennes ont disparu des institutions de gouvernement, de sorte que se trouve brisé les principaux mécanismes d'intégration sociale. Si les classes populaires ne sont pas, pour l'instant, massivement socialistes, elles sont tout de même mécontentes et risquent de le devenir davantage. Le libertarianisme autoritaire protègent ainsi les acquis sociaux des accumulateurs obtenus dans la période néolibérale européenne de mécontentements à venir tout en ouvrant la porte à l'élargissement de leurs droits.

Le Brexit est ainsi un coin enfoncé dans le précédent régime politique d'accumulation par ces nouveaux acteurs financiers, dont le projet politique est en train de devenir dominant à l'échelle mondiale. Les élections de Viktor Orban en Hongrie en 2010, d'Andrzej Duda en Pologne en 2015, de Donald Trump aux Etats Unis en 2016 et enfin de Jair Bolsonaro au Brésil en 2018 sont les signes de l'inauguration d'un nouveau moment du capitalisme. Le lien entre les forces pro-Brexit et les forces pro-Trump est étroit : les think tanks qui les représentent font cause commune dans l'Atlas Network et leurs donateurs sont souvent les mêmes. Les secteurs les plus actifs de la seconde financiarisation, les fonds de private equity et les hedges funds, ont financé aux Etats Unis comme au Brésil des hommes politiques d'un nouveau style, porteurs de projets politiques alternatifs. Alors même qu'ils n'étaient pas soutenus par les institutions de la première financiarisation, cette classe politique renouvelée s'est finalement hissée, forte de ses soutiens, à la tête du pouvoir.

Cette fin annoncée du néolibéralisme démocratique comme régime politique d'accumulation dominant au sein des pays dits occidentaux n'est donc pas le produit de la manipulation des foules, des seules démagogues racistes et « anti-mondialistes », des nouveaux réseaux de communications et de la diffusion de fakes news qu'ils rendent possible ou de tout autre processus strictement idéologique. Elle n'est pas affaire de propagande et d'influence exercée sur les esprits malléables de citoyens désorientés. C'est le projet d'une fraction récente du patronat en concurrence avec un patronat financier plus ancien, défini par des modalités propres d'accumulation du capital et décidé à stabiliser et

élargir ses possibilités d'enrichissement contre l'hégémonie financière des acteurs de la première financiarisation. Ce nouveaux régime politique d'accumulation anticipe le fractionnement social qu'accélèrera l'extension des droits à accumuler. Mais pourquoi se développe-t-il en ce moment, si vite et en des endroits si différents du globe ? Comment comprendre que dans des contextes aussi différents que les pays de l'Est européen, les Etats Unis d'Amérique, le Brésil et le Royaume Uni, la partie la plus agressive et lucrative de la finance fasse le choix du libertarianisme autoritaire ?

*

Photo : Dylan Martinez / Pool / Reuters.

Notes

[i] Nous utilisons ici le terme de libertarianisme plutôt que celui de libertarisme pour distinguer ce corpus de pensées des approches libertaires dont les inspirations anarchistes, autogestionnaires et anticapitalistes sont aux antipodes des pensées libertaristes.

[ii] Voir Sébastien Caré, *La pensée libertarienne : genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, PUF, 2009.

[iii] Voir Ayn Rand, *Capitalism: The Unknown Ideal*, New York, New American Library, 1966, p. 19.

[iv] Voir Bruno Théret, « Du keynésianisme au libertarianisme. La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé », *Revue de la régulation*, no. 10. DOI: 10.4000/regulation.9529 et Friedrich Hayek, *The Denationalisation of Money*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1976

[v] Voir Gilles Dostaler, « Capitalisme et libéralisme économique » in *Dix questions sur le capitalisme d'aujourd'hui*, dir. Renaud Chartoire, Paris, Editions Sciences Humaines, pp. 17-25, 2014, p. 11.

[vi] Voir Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres : cours au Collège de France, 2012-2014*, Paris, Fayard, 2015.

[vii] Voir Sébastien Caré, *op. cit.*, 2009.

[viii] Voir Pascale Bourquin, Jonathan Cribb, Tom Waters et Xiaowei Xu, « Living standards, poverty and inequality in the UK : 2019 », Londres, Institute for Fiscal Studies, 2019 et Liam Reynolds, « Homelessness in the UK, the numbers behind the story », Londres, Shelter, 2018

[ix] Voir Mike Brewer et Claudia Samano Robles, « Top incomes in the UK : analysis of the 2015-2016 Survey of personal incomes », *ISER Working Paper Series*, no. 6, 2019

[x] Voir Michael Marmot, Jessica Allen, Tammy Boyce, Peter Goldblatt et Joana Morrison, *Marmot Review 10 Years On*, Londres, Institute of Health Equity, 2020

[xi] Voir Emilio Casalicchio, « Fury as Brexit ministers 'urge Theresa May to scrap EU working hours rule' », *PoliticsHome*, 17 décembre 2017

[xii] Voir Wolfgang Streeck, *op. cit.*, 2014, Wendy Brown, Peter Gordon et Max Pensky, *Authoritarianism : Three Inquiries in Critical Theory*, Chicago, University of Chicago Press, 2018, Ugo Palheta, *op. cit.*, Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, Paris, La Fabrique, 2018 et Wendy Brown, *In the Ruins of Neoliberalism : The Rise of Antidemocratic Politics in the West*, New York, Columbia University Press, 2019

[xiii] Voir Ugo Palheta, *La Possibilité du fascisme*, Paris, La Découverte, 2018, p.18

[xiv] Voir Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique ?*, Paris, La Découverte, 2017, p. 51

[xv] Voir Karl Marx, *La Guerre civile en France*, Paris, Mille et une nuits, 2007 [1871]

[xvi] Voir Léon Trotsky, « Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique » in *Bolchévisme contre stalinisme*, 1935.

[xvii] Voir Karl Marx, *op. cit.*, 1963 [1852], p. 55

[xviii] Voir Jon Stone, « Brexit : Britain must stay in ECHR if it wants trade deal, Brussels to insist », *The Independent*, 7 décembre 2017

[xix] Voir Andy Mayer, « Protest peacefully as much as you like. But Extinction Rebellion deliberately try to cause economic damage », Londres, Institute of Economic Affairs, 2019

[xx] Voir Karl Polanyi, *op. cit.*

[xxi] Voir Ugo Palheta, *op. cit.*, p. 31

[xxii] Voir Ugo Paletha, *op. cit.*, p. 58

[xxiii] Voir Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2012.